

Ouyahia et les thèmes de l'heure

APN, Octobre 88, date de la présidentielle, Algérie-France...

■ Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, est sorti de sa réserve et a réagi à la crise que traverse actuellement l'APN du fait du bras de fer opposant la majorité des députés (FLN, RND, MPA, Taj, Indépendants) au président Said Bouhadja. Ouyahia est formel : «Il n'y aura pas de dissolution de l'APN».

Par Louiza Ait Ramdane

Ainsi, pour le SG du RND, «il n'y a pas une crise qui touche le pays pour que l'Assemblée populaire nationale soit dissoute. C'est un problème entre le président de l'APN et ses collègues qui l'ont élu». «Aucune crise politique n'existe dans le pays, mais il y a un problème au sein de l'Assemblée», a-t-il déclaré, excluant absolument tout appel ou intervention de la part de la présidence de la République. «La présidence de la République n'a rien à voir dans ce qui se passe au sein de l'hémicycle du Parlement», a-t-il affirmé.

Selon Ahmed Ouyahia, ce qui se passe actuellement à l'Assemblée populaire nationale «est un problème interne qui trouvera son règlement dans le cadre interne». «Ceux qui ont



choisi Bouhadja comme président de l'APN, sont ceux qui réclament aujourd'hui son départ», a-t-il dit, rappelant que «100 députés du RND avaient signé la motion de retrait de confiance au président de l'Assemblée». Ouyahia a, en outre, fait part de son vœu de voir cette affaire prendre fin dans le calme et que le président de l'Assemblée, «le moudjahid respectable et qui s'est acquitté d'importants rôles dans sa vie de militantisme, gardera son image positive et que ce blocage au sein l'APN soit levé, tout en tirant les enseignements du message qui lui avait été adressé par 361 députés». Par ailleurs, le secrétaire général du RND a indiqué que le projet de la loi de finances n'est pas en danger, d'autant plus que la Constitution, à travers son dernier alinéa de l'article 138, stipule qu'en cas de non-adoption par le Parlement, le président de la République promulgue le projet du gouvernement par ordonnance.

L'élection présidentielle «aura

bien lieu en avril 2019»

Sur l'avenir des prochaines présidentielles, Ahmed Ouyahia rassure que la prochaine présidentielle se déroulera comme prévu en avril 2019 et que la décision d'un remaniement ministériel relève des prérogatives du président de la République. La prochaine présidentielle «aura bien lieu en avril 2019» et faire lien entre une dissolution du Parlement et des élections législatives anticipées et le report de l'élection présidentielle est «une pure illusion politique», affirme Ouyahia lors d'une conférence de presse, en marge d'une rencontre des militants du parti.

Tout remaniement ministériel relève des prérogatives du président de la République, cela n'est pas nouveau, souligne Ouyahia.

Le RND partie prenante dans le «Front populaire solide »

Ahmed Ouyahia, affirme cependant que son parti est partie prenante dans le Front populaire solide auquel a appelé le président de la République,

Abdelaziz Bouteflika, de même qu'il est un allié dans cette même initiative, avec le parti du Front de libération nationale (FLN). «Nous avons besoin de la vigilance et de la mobilisation et c'est là la portée du message du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, lorsqu'il avait prôné l'institution d'un front populaire solide dans lequel nous sommes partie prenante et allié avec le FLN. Chacun de nous a sa propre méthode et nous travaillons dans le même sens afin de concrétiser le même objectif, qui est la préservation de la paix et de la stabilité», a-t-il déclaré. Le SG du RND appelle, dans ce contexte, les militantes de sa formation politique à transmettre la portée de ce message, en direction de toutes les catégories de la société, au service de la sécurité et de la stabilité du pays, d'autant plus que l'Algérie «est dans une spirale de troubles marquant son voisinage». Ouyahia a réitéré le soutien de sa formation politique à la poursuite du Président Abdelaziz Bouteflika à conduire le pays, l'exhortant à nouveau à se porter candidat à la prochaine présidentielle. Ouyahia est revenu également sur les événements

du 5 octobre 1988, affirmant qu'ils n'étaient nullement le début d'un processus démocratique, mais celui d'une «anarchie» ayant poussé le pays à aller vers un «terrorisme barbare», causant la mort de centaines d'Algériens. Il a ajouté que ces événements «n'étaient pas spontanés mais entraînent dans le cadre d'une manipulation et complot politiques», donnant pour preuves «son annonce trois jours plus tôt, suivie d'un désarmement des forces de police», affirmant qu'il viendra un jour «où tout sera écrit sur ces événements douloureux ayant endeuillé l'Algérie tout entière».

Relations algéro-françaises : appliquer la réciprocité...

Les relations entre l'Algérie et la France est l'autre sujet abordé par Ouyahia qui a tenu à rassurer qu'il n'y avait aucune crise dans les relations algéro-françaises et qu'elles étaient guidées par les intérêts des deux pays. «La partie française a pris une décision concernant la surveillance du siège de l'ambassade (d'Algérie), et nous avons agi par la réciprocité. Ils observent une certaine politique concernant la question des visas, et si cela continue, nous ferons prévaloir la réciprocité», a-t-il affirmé. «Le climat est normal et les relations bilatérales n'ont jamais été des rapports de cadeaux. L'Algérie gère ses intérêts et la France également», a-t-il soutenu. Commentant les déclarations de l'ancien ambassadeur de France en Algérie, Bernard Bajolet, Ouyahia affirme qu'il a déversé son fiel, y compris au sujet de la question de changement de générations en Algérie. Le SG du RND déclare aussi qu'«il existe en France des parties qui veulent édicter des relations avec l'Algérie, mais aussi des haineux qui veulent les détruire, et Bajolet en fait partie». L. A. R.

Événements du 5 octobre 1988 à Béjaïa